Point de conjoncture

Octobre 2011

ACTIVITE DANS L'INDUSTRIE

La conjoncture dans l'industrie se dégrade depuis le mois de juin : l'indicateur correspondant perd 6 points en septembre et demeure inférieur à son niveau de longue période.

Au cours des mois passés, l'activité se replie de nouveau d'après les chefs d'entreprise. Si, en juillet, le chiffre d'affaires augmente (+1,5 %), cette hausse ne parvient pas à rattraper la baisse observée en juin (-2,5 %).

Par ailleurs, les carnets de commandes continuent de se dégarnir et, de manière corollaire, les stocks recommencent à s'accumuler. Ainsi, la hausse de la production dans l'ensemble de l'industrie marque le pas au mois d'août 2011 : elle se stabilise (+0,5 %) après l'accroissement de juillet (+1,8 %).

Pour les mois à venir, les industriels anticipent un net recul de l'activité.

Indicateur du climat des affaires	Chiffre d'affaires
↘	↗
Derniers chiffres INSEE - 23/09/2011	*Derniers chiffres INSEE - 03/10/2011*

ACTIVITE DANS LE BATIMENT

En septembre, le climat des affaires est stable : l'indicateur correspondant diminue d'un point, soit un niveau légèrement supérieur à sa moyenne de longue période.

L'activité au cours de ces derniers mois a été moins dynamique d'après les chefs d'entreprise. En effet, si le chiffre d'affaires dans ce secteur s'est accru (+1,9 % en juillet), cela ne permet pas de contrebalancer la baisse de l'activité de juin où le chiffre d'affaires a diminué de 4,2 %.

Les chefs d'entreprises sont assez pessimistes quant à l'activité au cours de ces prochains mois, les carnets de commandes étant de moins en moins garnis. Ainsi, le taux d'utilisation des capacités de production demeure stable (88,4 %) mais inférieur à sa moyenne de longue période.

Enquête mensuelle dans le bâtiment	Chiffre d'affaires
→	↗
Derniers chiffres INSEE - 23/09/2011	*Derniers chiffres INSEE - 03/10/2011*

■ ■ ■ ACTIVITE DANS LE COMMERCE

En septembre, le climat des affaires se replie nettement dans le commerce : l'indicateur correspondant chute de 10 points et se place à un niveau inférieur à sa moyenne de longue période.

Au cours de ces dernier mois, les chefs d'entreprises considèrent que l'activité a ralenti. Le chiffre d'affaires dans le commerce de détail hors motos et autos s'est stabilisé en juillet (+0,1% après +1,1 % en juin). Cette tendance est également constatée dans le commerce et la réparation d'autos et motos (0% après -2,6 % en juin). Enfin, Le chiffre d'affaires dans le commerce de gros hors motos et autos s'est très légèrement redressé en juillet (+0,3% après -0,2 % en juin).

Parallèlement, les stocks se sont accrus, ce qui n'incite pas les commerçants à passer de nouvelles commandes auprès de leurs fournisseurs : l'indicateur d'intention de commandes diminue de manière continue depuis le mois de mai pour repasser sous sa moyenne de longue période.

Par conséquent, les chefs d'entreprise estiment que l'activité au cours des prochains mois sera peu dynamique.

Enquête mensuelle dans le commerce	Chiffre d'affaires
↘	→
Derniers chiffres INSEE - 23/09/2011	*Derniers chiffres INSEE - 03/10/2011*

■ ■ ■ ACTIVITE DANS LES SERVICES

En septembre, le climat des affaires se dégrade : l'indicateur correspondant perd de 8 points, et repasse sous sa moyenne de longue période.

Les chefs d'entreprise considèrent que l'activité passée a été défavorable. Le chiffre d'affaires réalisé dans le soutien aux entreprise a, de nouveau, nettement baissé en juillet (-1,2 % après -1,3 % en juin). Le chiffre d'affaires dans les services aux ménages a été stable en juillet (-0,1 % après 0 % en juin).

Etant donné que la demande adressée au secteur est perçue en repli pour les mois à venir, les chefs d'entreprises anticipent un net retournement de l'activité.

Enquête mensuelle dans les services	Chiffre d'affaires
↘	↘
Derniers chiffres INSEE - 23/09/2011	*Derniers chiffres INSEE - 01/09/2011*

ANALYSE DE LA CGPME

Alors que le PIB a stagné au cours du deuxième trimestre (0% après +0,9 % au 1er trimestre), pour le 3ème trimestre, l'INSEE anticipe un léger rebond technique (+0,3 %) : la production manufacturière cesserait de se replier et la production d'énergie devrait retrouver un niveau plus habituel du fait de l'arrivée de températures plus froides au cours des mois à venir.

Toutefois, ce rebond serait de courte durée puisque l'Institut prévoit une activité stagnante pour le dernier trimestre 2011. Ainsi, la croissance pour l'ensemble de l'année 2011 s'élèverait à 1,7 %.

Les finances publiques demeurent très dégradées. À la fin du deuxième trimestre, la dette publique au sens de Maastricht s'établit à 1 692,7 milliards d'euros, soit une hausse de 46,4 milliards d'euros par rapport au trimestre précédent. Elle s'élève, ainsi, à 86,2 % du PIB.
Parallèlement, le déficit budgétaire s'établit à 102,8 milliards d'euros au 31 août, soit une baisse de 15,8 % par rapport à la même date en 2010. Le solde général d'exécution est encore marqué par les décaissements du prêt octroyé à la Grèce opérés en janvier, mars et juillet 2011 (10,3 milliards d'euros) ainsi que par une amélioration de 29,6 milliards d'euros du fait, principalement de la baisse des dépenses. En effet, ces dernières ont baissé de 10 % en 12 mois et s'élèvent à 243 milliards d'euros, tandis que les recettes augmentent légèrement (+1,5 % soit 172 milliards d'euros).

En août, le solde commercial s'améliore de marnière significative : le déficit se réduit à 4,967 milliards d'euros contre 6,363 milliards d'euros en juillet. Néanmoins, cette réduction du déficit est en grande partie imputable à la réalisation de grands contrats aéronautiques. Ainsi, les exportations ont rebondi de 6,1% (contre +1,1 % en juillet, soit 37,420 milliards d'euros en août), alors que la hausse des importations a eu tendance à ralentir en août, signe que la consommation se contracte (+1,8 % contre +3,9 % en juillet, soit 42,387 milliards d'euros en août).

En septembre, l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) se stabilise (-0,1 %, après +0,5 % en août) : la baisse saisonnière des prix des services, à la fin de la période estivale, n'est pas totalement compensée par la hausse saisonnière des prix des produits manufacturés, liée à la fin des soldes d'été, et par celle des prix de l'énergie. Sur douze mois, les prix augmentent de 2,2 %.

Par ailleurs, en septembre, le prix du pétrole en dollars a été stable (+0,6 %) après une forte baisse au mois d'août (-5,5 %) : il s'élève à 110,8 dollars le baril de Brent. Les prix en devises des matières premières hors énergie importées en France ont de nouveau reculé (-3,0 % après -1,8 % en août).

Ménages

En septembre, le moral des ménages se dégrade : l'indicateur correspondant perd 5 points en un mois. Il se trouve à son niveau le plus bas depuis février 2009.
Le niveau toujours très élevé du chômage demeure une source d'inquiétude pour les ménages : même si fin août, le nombre de chômeurs inscrits en catégorie A, B, C s'est stabilisé (+0,5 %), il concerne encore 4,148 millions de personnes. Depuis le début de l'année, le nombre de personnes inscrites dans cette catégorie s'est accru de 2,5 %.

Les ménages considèrent que leur niveau de vie s'est dégradé et que le chômage continuera de s'accroître au cours des prochains mois. Ainsi, la consommation au cours du deuxième trimestre a reculé (-0,7 % après +0,4 % au trimestre précédent). De même, les dépenses de consommation en produits manufacturés ont été de nouveau stables en août (+0,1 % après -0,3 % en juillet) : la baisse des achats en textile-cuir (-2,3 %) a été compensée par la hausse des achats en énergie (+2,6%).

Par ailleurs, au deuxième trimestre, on constate une légère accélération du pouvoir d'achat des ménages (+0,6 % après +0,2% au trimestre précédent) du fait du ralentissement des impôts sur le revenu et le patrimoine. Toutefois, étant donné que sur cette période la consommation a eu tendance à reculer, ce gain en pouvoir d'achat a seulement permis aux ménages d'accroître leur épargne. En effet, leur taux d'épargne a rebondi au cours de ce trimestre (17% de leur revenu disponible brut, après 15,9 % au trimestre précédent). Au deuxième semestre, ce taux se stabiliserait autour de 16,5 %.

Entreprises

En septembre, le climat des affaires se détériore sensiblement : l'indicateur correspondant diminue de 8 points et redescend sous sa moyenne de longue période, ce qui n'était pas arrivé depuis juillet 2010.
Les entrepreneurs commencent à redouter que la crise de la dette souveraine en Europe ne produise les mêmes effets que celle de 2008. Ainsi, l'inquiétude des gérants de PME rebondit en septembre[1] : 85% d'entre eux se disent inquiets au sujet de la conjoncture actuelle, soit un indicateur à son plus haut niveau depuis juin 2010.

En outre, les difficultés rencontrées par les PME demeurent nombreuses. Si la pression sur les coûts tend à se relâcher, bien qu'elle concerne encore 59 % des PME (contre 69 % en mai 2011). La perte de chiffre d'affaires redevient l'une des difficultés les plus souvent évoquées par les chefs d'entreprise (+9 points depuis mai 2011, soit 45 % des PME). De plus, le taux de marge des sociétés non financières continue de se réduire : au deuxième trimestre, il s'est établi à 28,9 % (contre 29,8 % au trimestre précédent), soit son niveau le plus bas depuis le premier trimestre 1986.

Parallèlement, la hausse des défaillances semble marquer le pas : fin juillet 2011, le nombre de défaillances cumulées sur douze mois s'abaisse à 59 778 unités légales, contre 60 193 le mois précédent. Il faut noter que cette variable s'ajuste avec retard. Si les difficultés persistent, il faudra craindre que ce nombre progresse de nouveau.

Par ailleurs, les besoins en financement des PME ne cessent de s'accroître depuis un an : en septembre 66 % d'entre elles déclarent avoir besoin d'au moins un financement, contre 59 % à la même date un an auparavant. Cependant, l'accès des PME au financement est toujours très difficile : 71 % d'entre elles ont rencontré au moins un obstacle dans leur démarche, le plus marquant étant le financement avec des frais élevé ou à des montants plus faibles que souhaités. Cette dernière difficulté est citée par 50 % des PME contre 45 % en septembre 2010.

[1] Baromètre KPMG-CGPME septembre 2011

En outre, d'après la dernière enquête de la Banque de France auprès des établissements de crédit, au 3ème trimestre 2011, les critères d'octroi des crédits aux entreprises ont été plus resserrés que prévu dans l'enquête précédente. Cette tendance devrait s'accentuer au 4ème trimestre.

En tout état de cause, les encours de crédit aux sociétés non financières s'élèvent à 806,7 milliards d'euros en août, soit une baisse de 0,9 % tirée par la chute des crédits de trésorerie (-3%) : ces derniers s'élèvent à 190,8 milliards d'euros, s'éloignant de leur niveau d'avant crise (225,8 milliards d'euros en novembre 2008). La progression des encours de crédit destinés à l'investissement demeure très lente : en août, le montant de ces encours s'élève à 342 milliards d'euros soit une très légère baisse de 0,2 % en un mois.

Enfin, les incertitudes quant aux conditions de financement ainsi que des perspectives d'activité en fort recul dans tous les secteurs incitent les entrepreneurs à être beaucoup plus prudents en matière d'investissement (+0,3 % au 3ème trimestre puis +0,1 % au 4ème trimestre).

CONCLUSION

Si la crise de la dette n'a pas encore officiellement atteint notre pays, sa note étant maintenue en AAA, ses effets se font déjà ressentir. Les indicateurs sont formels : l'activité économique en France est retombée à son niveau d'il y a un an et ce, quel que soit le secteur. Le moteur de la croissance se grippe une nouvelle fois. Les ménages restreignent leur consommation et recommencent à épargner.

Contrairement à ce qu'il s'est passé il y a un an, il ne faudra compter ni sur un éventuel plan de relance, ni sur le commerce extérieur pour tirer la croissance. En effet, ce qu'il est intéressant de noter c'est qu'au premier trimestre, la contribution à la croissance du commerce international est positive seulement parce que les importations ont légèrement diminué, indiquant que les ménages consomment moins. Les perturbations financières ainsi que les plans de rigueur au niveau mondial attisent les tentations protectionnistes.

Par conséquent, les entreprises se retrouvent au même point qu'en 2009 : elles voient les stocks s'accumuler de nouveau, le financement se restreindre. Tous ces éléments incitent les chefs d'entreprise à adopter un comportement de prudence. Cependant, contrairement à la situation connue en 2009, les leviers d'actions sont infimes, voire inexistants.

La crise s'annonce, donc, beaucoup plus profonde : la réponse à la crise des subprimes a été de panser l'endettement privé par de l'endettement public. Comment remédier à l'endettement public, quand le secteur privé est toujours en convalescence ? Cette crise pourrait être l'occasion de remettre à plat notre modèle de croissance afin de trouver le moyen de rendre les entreprises françaises plus compétitives.